



**Clingendael**

Netherlands Institute of International Relations

MARS 2021

## Entre espoir et désespoir

### Adaptation pastorale au Burkina Faso



© Riccardo Gangale / USAID

En juillet 2020, l'hebdomadaire Jeune Afrique a publié un article sur les liens entre le pastoralisme et les organisations extrémistes violentes (OEV) au Sahel.<sup>1</sup> L'article dépeint la situation du point de vue des agriculteurs pastoralistes, cernés d'un côté par la rhétorique, la propagande et les tentatives de recrutement des OEV et de l'autre, par

les forces de défense des communautés agricoles locales qui ciblent les pastoralistes (Peuls), qu'ils soupçonnent d'entretenir des liens avec les OEV. Pourquoi les agriculteurs pastoralistes du Sahel se retrouvent-ils dans cette situation précaire ?

La rhétorique des OEV cherche à tirer profit des tensions de longue date entre les populations pastoralistes et les agriculteurs. L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), notamment au Mali, a exploité les plaintes de vols de bétail afin d'intensifier les conflits

<sup>1</sup> JeuneAfrique. « [Peuls et jihadisme au Sahel : le grand malentendu](#) », 7 juillet 2020.

entre les populations nomades Touareg et Peuls. La katiba Macina utilise des récits sur l'empire du Macina et évoque le rétablissement de la République islamique du Macina, dirigée par des pastoralistes Peuls. Même si les OEV ne sont pas exclusivement poussées par les préoccupations et le recrutement des pastoralistes, leur discours semble bel et bien fondé sur une réalité largement ressentie au sein des communautés pastoralistes et qui, par conséquent, fait écho chez certains de leurs membres. Pourquoi cette résonance ?

Cet article s'appuie sur une approche empathique envers ces communautés en explorant les motivations des pastoralistes et explore les problèmes structurels auxquels ils font face. Les relations sociopolitiques profondes ont changé à tous les niveaux, mettant au jour les causes fondamentales et les origines structurelles au cœur de nombreux conflits dans le Sahel. Cette approche empathique ne cherche pas à justifier la violence ni à accroître le sentiment de sympathie envers les pastoralistes en éludant les préoccupations légitimes des agriculteurs du Sahel. Elle est animée par la conviction que le fait de comprendre les véritables raisons de la résonance du discours des OEV sahéliennes chez les pastoralistes est indispensable pour apporter une solution efficace et durable au conflit.

Ce rapport s'intéresse plus particulièrement aux causes profondes de ce qui se déroule dans les régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et de l'est du Burkina Faso (où le pastoralisme représente 40 % de la main-d'œuvre), au sein desquelles des recherches ont été conduites dans 21 villages où les éleveurs et les pastoralistes partagent les ressources. En explorant les chaînes de valeurs du pastoralisme et le rôle des agriculteurs pastoralistes dans la régulation des terres, les recherches ont fait état d'un changement rapide des méthodes de production qui constituent l'économie politique du pastoralisme. En dépit de l'intégration à la fois des pastoralistes et des autres utilisateurs des ressources, une grande partie des activités de recherche étaient orientées sur les communautés pastoralistes afin de donner voix au chapitre à cette communauté marginalisée.

Cet article fournit ainsi une compréhension des causes et des raisons qui alimentent les plaintes des pastoralistes mis à l'écart et met en lumière la relation entre pastoralisme, conflit et stabilité au Burkina Faso. Il révèle que les pastoralistes sont confrontés à des tendances structurelles allant à l'encontre de leur propre mode d'organisation.

Les inquiétudes des pastoralistes sont principalement causées par un paysage juridique associé à un décalage entre le droit national et la mise en place de droits pastoraux locaux, et le manque d'application légale des droits d'accès des pastoralistes. Cette répartition de l'utilisation des terres a eu de nombreuses répercussions sur les relations sociales qui régissent l'usage des ressources naturelles, mais a également changé l'économie politique locale de production pastorale. Le résultat final est que les populations pastoralistes sont sorties perdantes des accords actuels. Cela signifie donc que « la pénurie de ressources » ne constitue pas la cause principale des inquiétudes émises par les pastoralistes. Ces dernières sont davantage attribuables aux processus sociaux et économiques ainsi qu'à une marginalisation politique plus importante des groupes nomades, qui influencent de façon inégale les pastoralistes en matière de concurrence pour les ressources naturelles. Les dynamiques de pouvoir à l'échelle locale et nationale créent un accès inégal aux ressources qui conduit à un renforcement de l'instabilité et des conflits.<sup>2</sup>

Le deuxième constat, étroitement lié au premier, est que les systèmes locaux existants de gestion des litiges se fissurent de plus en plus. Il s'agit d'un véritable motif d'inquiétude dans la mesure où ces mécanismes ont prouvé, à travers l'histoire, leur efficacité en matière de gestion des conflits et constituaient un moyen essentiel d'intervention pour les responsables politiques. Le problème est que ces mécanismes, à la fois coutumiers et juridiques, sont sujets à la

---

2 De Haan et al. 2016. *Pastoralism Development in the Sahel A Road to Stability?*, Washington: World Bank Group.

corruption, à l'impunité et à la politisation. Ce mécanisme de gestion des litiges étant submergé par l'accumulation de plaintes, conduit à une méfiance croissante entre les acteurs de l'état et populations locales et entache la légitimité des structures de gouvernance (coutumière). Le phénomène est exacerbé par la lutte entre les systèmes coutumiers et juridiques, qui a conduit à une confusion juridique, provoquant des situations où chaque partie se tourne vers d'autres moyens, souvent plus violents, pour contrôler ou négocier l'accès aux ressources. Alors que la violence a éradiqué les structures centrales de l'État, les conflits liés aux ressources sont désormais gérés par la violence de milices auto-proclamées. C'est précisément de cette réalité que se nourrissent les campagnes de recrutement des OEV parmi les pastoralistes, alors que les conflits intercommunautaires de longue date sont dépourvus de moyens de résolution à mesure que le temps passe.

La commercialisation des troupeaux représente le troisième principal facteur de l'augmentation du sentiment de marginalisation. De manière générale, la commercialisation (étant en partie le produit de la politique de développement) ne profite pas aux pastoralistes. L'intégration du pastoralisme sur le marché est freinée par de nombreuses contraintes et d'acteurs (souvent urbains) tels que les intermédiaires, qui sont ceux qui tirent le plus de profit des changements au sein du marché de la production. Les problèmes de sécurité actuels dans la région du Burkina aggravent le commerce de bétail et, une fois encore, touche de façon disproportionnée les moyens de subsistance des pastoralistes. Comme ils sont touchés par des changements économiques qui perdurent ainsi que par l'augmentation des conflits et de l'instabilité sur le marché régional, de nombreux pastoralistes se voient actuellement dans l'obligation de vendre leurs bétail à perte, ou ils perdent leurs troupeaux lorsqu'ils fuient les violences ou encore, sont attaqués par des groupes armés.

Le quatrième facteur porte sur des motifs économiques, environnementaux et sociopolitiques qui, associés à la propagation de la violence et de l'insécurité à travers

le pays, affaiblissent les mécanismes de résilience auxquels font traditionnellement appel les pastoralistes pour surmonter les obstacles, notamment la mobilité. L'expansion de l'agriculture et l'explosion de l'insécurité ont fragmenté les couloirs pastoraux et les zones de pâturage. La mobilité pastorale ou transhumance est un avantage clé en matière de moyens de subsistance durables pour les communautés pastoralistes, ainsi qu'un mécanisme de résilience et d'adaptation fondamentale. Leur mobilité, déjà mise à l'épreuve par les préoccupations liées à la croissance démographique, l'empiètement des terres agricoles et les politiques de gestion des ressources naturelles qui ne protègent pas l'accès des pastoralistes aux ressources nécessaires telles que les pâturages et les points d'eau, est également menacée par la montée de la violence et les conflits qui se propagent dans la région. La sécurité est devenue le facteur de prise de décision principal pour les pastoralistes qui s'engagent dans la transhumance, et pour beaucoup cela a entraîné l'abandon de la pratique. Les trajectoires de transhumance ont certes été quelquefois modifiées par le passé à cause des empiètements des terres agricoles et des couloirs ont été fermés pour éviter les conflits potentiels, mais aujourd'hui, la situation est telle que d'importants flux commerciaux sont complètement paralysés.

De cette analyse ressortent les recommandations suivantes : A) les communautés pastoralistes doivent bénéficier d'une meilleure intégration dans les processus de prise de décision, car ils sont actuellement sous-représentés au niveau national comme local. S'adresser aux origines de la violence a pour objectif d'adapter les règles inégales de ce jeu de terres et de ressources ; B) les moyens de subsistance des pastoralistes doivent être soutenus à travers la diversification, l'intensification et la formation. Le défi politique est de développer une nouvelle façon de penser quant à la manière de conserver les moyens de subsistance pastoraux tout en les associant aux nouvelles réalités économiques. Cela peut se traduire par l'attribution de nouveaux rôles au sein de la chaîne de valeur, en améliorant la place des pastoralistes sur le marché et protégeant la mobilité et l'intensification pastorale; C) une approche

d'intégration au développement agricole doit être instaurée. Plutôt que de soutenir soit les agriculteurs, soit les pastoralistes, les projets orientés sur le développement et la résilience devraient s'efforcer de se concentrer sur la présence de multiples utilisateurs de ressources au sein des terres ciblées ;  
D) un soutien officiel devrait être apporté aux agents de médiation de conflit pastoral pour empêcher toute escalade des griefs





et conflits localisés. Des liens clairs sont établis dans la loi de 2009 sur les chartes de gestion foncière des zones rurales (*Rural Land Tenure Charters*). Remanier et soutenir ces chartes est nécessaire pour mobiliser le soutien envers les chefs communautaires, les agents de médiation pastorale, les autorités traditionnelles et religieuses en vue d'identifier des solutions au niveau local.

Ce texte est une traduction de l'anglais vers le français des principales conclusions et recommandations du rapport « *Between hope and despair : Pastoralist adaptation in Burkina Faso* » publié en février 2021 par l'Unité de Recherche sur les Conflits (CRU).

### À propos de l'Institut Clingendael

L'Institut néerlandais des relations internationales « Clingendael » est à la fois un think tank et une académie diplomatique de pointe dans le monde des affaires internationales. Nos analyses, formations et débats visent à créer et développer des outils pratiques qui aideront les gouvernements, les entreprises et la société civile afin de contribuer à un monde plus sûr, durable et juste.

[www.clingendael.org/cru](http://www.clingendael.org/cru)  
[cru@clingendael.org](mailto:cru@clingendael.org)  
+31 70 324 53 84

 @clingendaelorg  
 The Clingendael Institute  
 The Clingendael Institute  
 Newsletter

### À propos des auteurs

**Loïc Bisson** est un ancien chercheur au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael.

**Ine Cottyn** est une ancienne chercheuse au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael.

**Kars de Bruijne** est chercheur principal au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael.

**Fransje Molenaar** est chercheuse principale au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael.